

Le Monde

ECO

Le consortium emmené par RBS améliore son offre sur ABN Amro

724 mots
17 juillet 2007
Le Monde
13
Français
(c) Le Monde, 2007.

Royal Bank of Scotland et ses alliés, Santander et Fortis, ont proposé, lundi, d'augmenter la part en numéraire proposée pour prendre le contrôle de la banque néerlandaise

Nouvel épisode dans l'âpre bataille pour le contrôle de la première banque des Pays-Bas ABN Amro, poids lourd de l'économie néerlandaise qui compte 100 000 salariés et 4 500 agences dans 53 pays. Depuis le printemps, la britannique Barclays rivalise avec un consortium bancaire paneuropéen emmené par l'écossaise Royal Bank of Scotland (RBS) et composé de l'espagnole Santander et de la belgo-néerlandaise Fortis.

Lundi 16 juillet, décidé à emporter la mise, le consortium dirigé par RBS a confirmé son intention de déposer rapidement une nouvelle offre de rachat d'ABN Amro. Il s'agit d'une offre non sollicitée, à la différence de celle de Barclays, soutenue par le management d'ABN Amro.

Attendue d'ici le 23 juillet - la date limite du dépôt officiel des offres sur ABN Amro - cette proposition améliorerait l'offre faite en mai par le consortium, en augmentant de 79 % à 93 % la part en numéraire des 71,1 milliards d'euros proposés. C'est 14 % de plus que l'offre de Barclays (67 milliards), pour sa part entièrement financée en actions. Jamais dans le secteur bancaire une fusion - qui plus est, financée en espèces - n'avait atteint un tel montant. L'objectif est de séduire les actionnaires de la banque néerlandaise, et notamment les fonds d'investissement TCI et Atticus, focalisés sur leurs perspectives de profits à court terme et très écoutés par les autres investisseurs.

L'annonce du consortium n'aura donc laissé que peu de temps à Barclays pour savourer sa victoire juridique obtenue vendredi 13 juillet. Ce jour-là, la Cour suprême des Pays-Bas a autorisé la banque britannique à céder sa filiale américaine LaSalle (à Bank of America) sans consulter ses actionnaires, avalisant du même coup son projet de fusion avec Barclays. C'était sans compter la surenchère du consortium.

INCERTITUDES JURIDIQUES

Pour autant, rien n'est gagné pour ce dernier. Le jeu reste même très ouvert. Les analystes financiers s'interrogent ainsi sur l'opportunité pour RBS, leader du consortium et désireux de se renforcer dans la banque d'investissement aux Etats-Unis, de racheter ABN Amro sans sa filiale LaSalle. Ils s'interrogent aussi sur la capacité de Fortis, le plus petit des trois coalisés (avec une valeur boursière de 40,5 milliards d'euros), à financer une opération d'un prix aussi élevé.

En outre, des incertitudes juridiques demeurent. L'association des petits actionnaires néerlandais VEB, qui est à l'origine de l'action en justice, a fait savoir qu'elle maintenait son autre plainte dénonçant l'attitude et la stratégie du management d'ABN Amro. Cette plainte sera examinée par le Tribunal commercial d'Amsterdam le 19 juillet.

Enfin et surtout, ABN Amro reste décidé à mener à bien son projet de mariage avec Barclays. Contre vents et marées. A l'opposé du consortium, qui projette de démanteler la banque néerlandaise dans le cadre d'une vente par appartements entre RBS, Santander et Fortis, ABN Amro et Barclays visent un rapprochement plus classique de leurs activités. Ce mariage, estiment-ils, détruirait moins d'emplois et de valeur que l'option RBS-Santander-Fortis.

Quelle qu'en soit l'issue, cette bataille boursière aura des conséquences sur l'évolution future du paysage bancaire européen. Le ticket d'entrée sur le marché s'en trouvera, en effet, relevé : pour figurer parmi les grands noms européens, une banque devra valoir 100 milliards d'euros en Bourse - ABN Amro et Barclays en valent aujourd'hui plus de 70 milliards, chacune de leur côté.

De la même façon, plus aucune banque ne pourra s'estimer à l'abri d'une tentative de rachat hostile, surtout si elle traverse une passe difficile - comme c'est le cas pour ABN Amro - ou si sa stratégie est mal comprise des investisseurs. L'affaire ABN Amro met en scène une nouvelle donne dans le secteur bancaire : côté actionnaires, l'irruption de fonds prêts à tout pour rentabiliser leurs investissements ;

côté prédateurs, des banques " respectables " n'hésitant pas à se lancer à l'assaut d'une concurrente pour la démanteler.

Anne Michel

526792

Document LEMOND0020070716e37h0001y